

D'accord, il y a beaucoup d'hommes d'affaires en vue qui donnent des conseils très utiles, mais qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son. Comme c'est aux entreprises uniquement que le gouvernement prête l'oreille, sans tenir compte de l'avis des travailleurs parce que leurs priorités sont différentes, ni des premiers ministres provinciaux parce que leurs priorités sont différentes eux aussi et qu'ils ne sont pas d'accord entre eux, il est inexact de dire qu'il s'agit d'un budget qui rallie l'adhésion générale. Les avis que reçoit le ministre sont mauvais et ne sont pas de nature à relancer le pays.

Parlons un peu des incitations qu'offre le budget. Le gouvernement propose de prolonger indéfiniment le crédit d'impôt à l'investissement, et de relever son taux qui est actuellement de l'ordre de 5 p. 100. Cela appelle deux réflexions. D'abord, est-ce que la mesure est vraiment nécessaire en ce moment? Le gouvernement dit lui-même dans son exposé budgétaire que l'on semble utiliser davantage la capacité de production.

Selon un rapport récent ce taux d'utilisation serait remonté aux environs de 87 p. 100, après avoir touché un creux de 80 à 82 p. 100. Et cela veut dire que lorsque le taux d'utilisation de la capacité de production approche de 87 p. 100, les usines prendront de toute façon de l'expansion sans qu'il soit besoin d'incitations. A 82 p. 100 elles refusent de le faire, et tous les encouragements que le gouvernement a offerts avec ses deux derniers budgets sont restés sans effet. Le résultat, c'est qu'il a regonflé la trésorerie des sociétés qui ont profité de ces dispositions fiscales pour amortir leur mise de fonds. Cela n'a pas relancé l'économie.

Ils diront peut-être maintenant: Avec l'amélioration de ces dispositions fiscales au profit des entreprises, l'économie va redémarrer. Bien sûr qu'elle va redémarrer, mais pour l'unique raison que l'on va utiliser davantage la capacité de production. Les incitations fiscales du gouvernement n'y seront pour rien, et cet argent aura été donné en pure perte.

J'en viens au parallèle fantaisiste que j'ai établi au début de mon intervention avec mon jeune neveu dans sa salle de bain. Si l'on veut donner des encouragements à tout le monde—et dans mon parti nous estimons d'ailleurs qu'à certaines époques il faut donner des encouragements beaucoup plus à certains types d'entreprises—il faut le faire dans le cadre d'une stratégie industrielle. En accordant des stimulants, il faut s'assurer que les industries les utiliseront pour créer des emplois, pour innover, pour effectuer des recherches, ou pour contribuer à l'essor du pays et qu'elles ne les considéreront pas comme de pures gratifications la forme d'allègements fiscaux, car ces stimulants proviennent directement des deniers publics. C'est là l'objectif que devrait viser la politique industrielle: s'intéresser avant tout aux secteurs les plus importants pour le développement futur de notre pays. Autrement, on distribue l'argent à gauche et à droite, sans se soucier de qui en profitera.

Nous savons par expérience que des stimulants et des subventions accordés sans discernement contribuent rarement à atteindre les objectifs pour lesquels ils ont été conçus. Bien au contraire, il est devenu manifeste qu'en l'absence d'une politique favorisant l'investissement, la générosité du gouvernement à l'endroit de certaines industries n'a fait qu'accroître leurs liquidités et les a encouragées à faire des placements tantôt au Canada, tantôt aux États-Unis selon les fluctuations du taux

Budget—M. Saltsman

d'escompte. Beaucoup de nos problèmes sont dus à l'exode de capitaux qui quittent le Canada, par suite de la générosité excessive du gouvernement qui donne plus d'argent aux sociétés que celles-ci ne peuvent en utiliser. Par conséquent, cette situation actuelle incroyable est due à l'action du gouvernement et à sa générosité mal placée qui visait à aider l'industrie et à créer des emplois au Canada. Nous devons donc prendre des mesures contre cet excès de générosité, et relever le taux d'escompte pour que les capitaux restent au Canada. Mais avec le relèvement du taux d'escompte, les possibilités d'expansion de l'industrie et de création d'emplois se trouvent réduites. Le gouvernement a donc créé un cercle vicieux.

● (1442)

J'avais espéré que le ministre aurait trouvé dans le budget l'occasion d'exprimer les choses qu'il a redites à maintes occasions. Il est assez direct et nous l'avons souvent entendu dire à la Chambre ou à l'occasion de réunions publiques que, au Canada, l'épargne est trop élevée. Il n'a pas dit ce qui suit, mais voici l'extrapolation que j'en tire pour lui: le régime fiscal est trop généreux à l'égard des contribuables appartenant aux tranches de revenu plus élevé ou des industries qui ne peuvent utiliser leur mouvement de trésorerie. On a donc créé ainsi un excédent d'épargne. Cet excédent ne sert qu'à obtenir des taux d'escompte de plus en plus élevés au Canada ou aux États-Unis. Puis il y a un jeu de tremplin ou de yo-yo qui se joue entre les deux pays autour des taux d'escompte préférentiels. Si jamais une politique du gouvernement a échoué, c'est bien celle-là. Et pourtant, elle est incluse dans le nouveau budget.

Le ministre des Finances (M. Chrétien) et ses conseillers souhaitent-ils vraiment qu'une telle situation se prolonge? Je ne le pense pas. Leur stratégie et leur planification industrielles ne valent rien. Ils disent que le gouvernement ne devrait pas se mêler de l'économie. Nous devrions réduire notre dépense, et passer la main au secteur privé. C'est parce qu'il a adopté ces principes que nous connaissons aujourd'hui ces problèmes. C'est aussi la cause de l'échec de ce budget. Le gouvernement ne peut pas voir ce problème. La politique publique ne peut se passer de planification, d'intervention, de stratégie, elle ne peut qu'échouer si elle ne sait pas fixer ses priorités et procéder à des évaluations. Le gouvernement dissipe l'argent de tous côtés sans en calculer les conséquences, les avantages, les coûts ou les pertes.

Même si, à mon avis, la conjoncture économique laissera beaucoup à désirer dans les cinq ou six prochains mois, ou d'ici le prochain budget, il peut se produire une certaine illusion d'optique statistique en raison des mesures prévues dans le budget. A en juger par celui-ci, je doute qu'un autre budget fasse une différence quelconque ou améliore la situation. La baisse de la taxe de vente à la fabrication de 12 à 9 p. 100 aura certaines conséquences avantageuses. C'est d'ailleurs une mesure que nous préconisons. Il est regrettable que le gouvernement n'ait pas emprunté davantage de nos propositions, qu'il se soit limité à une seule. Nous aurons au moins le bénéfice de celle qu'il a prise. Comme le signalait le ministre dans son exposé budgétaire, la principale conséquence de cette mesure sera probablement d'abaisser l'indice des prix à la consommation de ½ à 1 p. 100.